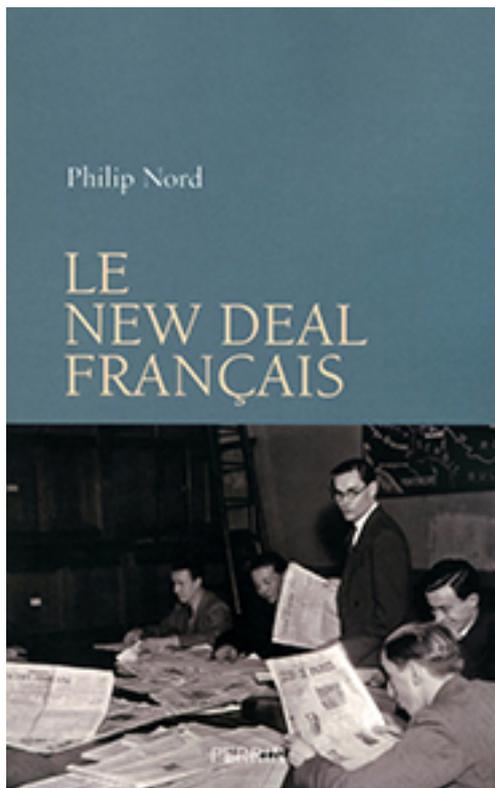


Philip Nord, *Le New Deal français*, Paris, Perrin, 2016.

Sarah Kolopp



Le capitalisme d'État « à la française » a fait couler beaucoup d'encre outre-Atlantique. Il a suscité l'interrogation des politistes, perplexes face à un « cas » échappant à leurs classifications traditionnelles – une « anomalie » théorique, comme le dit Vivien Schmidt¹ –, et la fascination de plusieurs générations d'historiens, intrigués par l'endurance et la complexité du « modèle républicain » et de son État-providence². En retraçant la « généalogie métissée » (p. 31) de l'ordre institutionnel qui se consolide à la Libération, l'ouvrage de Philip Nord, *Le New Deal français* – traduction de *France's New Deal*, paru en 2010 –, participe de ces réflexions. L'auteur, professeur d'histoire à l'université de Princeton, y livre une très belle analyse « des batailles de la reconstruction » (p. 397) qui marquent l'immédiat après-guerre, nourrie de fonds d'archives peu exploités (archives Coutrot, fonds Carrel, archives de l'Institut d'études politiques de Paris, archives du Centre d'études et de recherches Pierre Schaeffer). Le lecteur est

conduit de la politique familiale aux écoles de pouvoir, en passant par le cinéma, le théâtre et le Plan. Philip Nord souligne à la fois la « nouvelle donne » que constitue l'expansion de l'État à la Libération, sans véritable équivalent en Europe, et en même temps la force structurante des héritages – pratiques, représentations, institutions léguées par Vichy, la Résistance, et par les guerres culturelles et économiques des années 1930. Les continuités qu'il retrace, des années 1930 aux années 1950, ne sont pas linéaires ; l'analyse fait large place aux tâtonnements, reconversions, ralliements, hésitations, apprentissages, qui caractérisent, aussi, la période.

En insistant sur le passé de la Libération, Philip Nord inscrit son propos dans une

¹ Vivien Schmidt, *From State to Market ? The Transformation of French Business and Government*, New York, Cambridge University Press, 1996, p. 46.

² Voir en particulier les témoignages d'historiens dans Laura Lee Downs et Stéphane Gerson (dir.), *Why France ? American Historians Reflect on an Enduring Fascination*, Ithaca, Cornell University Press, 2007.

histoire déjà bien balisée – du côté américain (e.g. Richard Kuisel³) et du côté français (e.g. Michel Margairaz⁴). Sa démonstration nous semble cependant originale à deux égards. D'abord, elle déborde un cadre spécifiquement économique et financier pour analyser, également, la construction progressive de l'État culturel et la stabilisation d'une « culture de la qualité », où se croisent élitisme culturel, appel à la régénération morale de la France et plaidoyer pour le service public. La comparaison des domaines culturels et économiques, si elle aurait gagné à être mieux systématisée, permet cependant de mettre en avant les modalités variées d'emprise et d'intervention de l'État selon les secteurs, et la pluralité des groupes et des acteurs qui participent à la construction de l'appareil d'État à la Libération. De ce point de vue, les « bâtisseurs d'institutions », comme le rappelle Philip Nord, ne sont pas tous des technocrates, mais également, dans le domaine culturel, des metteurs en scène, des artistes, des dramaturges, des écrivains.

Ensuite, l'ouvrage fait la part belle à des portraits détaillés, inscrivant continuités et ruptures dans le cadre de trajectoires concrètes, certaines connues – comme Pierre Laroque, Michel Debré, Raoul Dautry, Jean Coutrot, Alexis Carrel, ou encore Jean Giraudoux et Jean Anouilh – et d'autres moins, à l'instar de Jeanne Laurent, une fonctionnaire des Beaux-Arts qui, catholique pratiquante et « pétainiste de cœur » (p. 275), rejoint la Résistance à la fin de la guerre, et dont l'engagement en faveur du théâtre d'avant-garde et de la décentralisation dramatique se nourrit, de la fin des années 1930 aux années 1950, d'un rejet de la politique culturelle de la III^e République, source, selon ses termes, de « laideur et de médiocrité » (p. 275). Très réussis, ces portraits font prendre la mesure des nombreux lieux où s'inventent, depuis les années 1930, les institutions d'après-guerre, et des traditions multiples qui inspirent les entrepreneurs institutionnels de la Libération – mouvements non conformistes, lobby nataliste, corporatismes « de droite » et « de gauche », humanisme chrétien et Action catholique, entreprises scientistes et technocratiques.

Philip Nord décrit cette alliance hétéroclite comme celle de bâtisseurs « pas trop de gauche » car, indique-t-il, « c'est (au final) d'abord contre la gauche issue de la Résistance que ces courants se positionnent » (p. 156). Si ces hommes « pas trop de gauche » s'accordent alors avec la gauche résistante sur la nécessité de refonder l'État, ils refusent la rupture radicale avec le capitalisme libéral que propose cette dernière et contribuent à faire de la Libération une « modernisation conservatrice » (p. 35) plutôt que le triomphe de la social-démocratie. Si la gauche résistante peut compter quelques victoires – comme les nationalisations, qui font l'objet d'un large consensus –, elle perd la main après 1946, et plusieurs pans de son programme font l'objet de compromis qui y impriment une orientation moins dirigiste, plus nataliste et plus élitiste. Dans des pages très stimulantes, Philip Nord montre que les lieux de la Libération souvent présentés comme « de gauche » (ainsi le Bureau des études statistiques et financières de l'inspecteur des Finances Claude Gruson) sont des lieux complexes, peuplés d'hommes aux parcours contrastés qu'il n'est pas toujours aisé de situer sur l'échiquier politique.

On referme cette dense et riche étude avec quelques attentes déçues. La comparaison

³ Richard Kuisel, *Capitalism and the State in Modern France. Renovation and Economic Management in the Twentieth Century*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983 ; traduction française : *Le capitalisme et l'État en France ; modernisation et dirigisme au XX^e siècle*, Paris, Gallimard, 1984.

⁴ Michel Margairaz, *L'État, les finances et l'économie (1932-1952)*, Paris, CHEFF, 1991.



Histoire@Politique, « Comptes rendus – ouvrages », www.histoire-politique.fr
Mis en ligne le 30 octobre 2017

internationale promise par le titre et amorcée en introduction n'a pas véritablement été travaillée dans le texte ; l'analyse des contraintes, notamment des contraintes extérieures aurait mérité d'être évoquée plus longuement. Mais ces regrets pèsent peu au regard du véritable plaisir éprouvé à la lecture d'avoir été plongé dans un monde d'acteurs, d'institutions et d'instruments sans que l'analyse ne sacrifie jamais ni à la complexité ni à la nuance.